

Pour la gratuité des cantines

Conseiller municipal : Daniel Petri | Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

Nous reproduisons ci-dessous l'intervention de Daniel Petri lors de la réunion du conseil municipal du jeudi 16 février dernier, à l'occasion du débat d'orientation budgétaire. l'élu du CCSA, au cours de cette prise de parole, est notamment revenu, parmi de nombreux autres points, sur une vieille revendication du Comité, récemment ramenée sur le devant de la scène médiatique par les arrêtés municipaux pris par les maires de Drancy et du Bourget : la gratuité des cantines scolaires pour tous les enfants.

Le débat qui s'ouvre ce soir est objectivement marqué par la vie chère, par la montée de la pauvreté et par la crise du logement qui creusent des poches de misère et de souffrance dans tout le pays. [...]

Tout d'abord, je voudrais rappeler quelques chiffres importants :

Depuis 2001, date de l'arrivée de l'euro, la baguette de pain a augmenté de 23 %, le kilo de pommes de 93 %, la carte orange 2 zones de 18 %, les produits alimentaires de 7 %, le logement de 18 %, les transports de 16 %, etc. Voilà qui donne un aperçu de l'augmentation réelle du coût de la vie.

Dans le même temps, les salaires, allocations et pensions stagnent ou baissent, et la durée d'indemnisation des chômeurs diminue.

Autre indication : la part des revenus des ménages consacrée aux dépenses de logement dépasse 25 % de leurs ressources. Et, plus près de nous, j'ai pu constater qu'une mère de famille vivant aux Alouettes consacrait près de 40 % de son salaire au loyer plus charges en HLM. Elle ne gagne que 1 200 euros par mois. Mais, aussi étrange que cela puisse paraître, elle ne bénéficie pas des APL. Et, ce n'est certes pas un cas isolé, ni à Alfortville, ni ailleurs. Quant aux jeunes ménages, la part des dépenses qu'ils consacrent à leur logement, lorsqu'ils ils en ont un, frise les 50 % de leurs salaires. [...]

Ainsi, je pense qu'il est temps de décider la gratuité totale des cantines dans les écoles élémentaires d'Alfortville, assortie des moyens nécessaires. Si cela a été possible à Drancy, cela est donc possible, en mieux, à Alfortville. La malnutrition guette de nombreux enfants, du fait de la précarité, du fait de la vie chère, des loyers chers, des charges qui flambent, du chômage, de l'invalidité. Il y a, parmi nous, des enfants qui prennent rarement un repas chaud, un repas varié. Voilà d'où vient l'obésité qui touche nombre d'entre eux. Les aides alimentaires ponctuelles du CCAS ne suffiront pas à y faire face. [...]

De même, il est temps d'interdire, ici même, à Alfortville, les expulsions de logements qui frappent les familles en difficulté et, en particulier, les familles monoparentales, et de réquisitionner les logements vides, comme l'a proposé pas plus tard qu'hier soir Marie-George Buffet. Il faut interdire coupures de gaz, d'électricité et d'eau chez les familles frappées par le chômage, la précarité, la pauvreté ou la maladie. Des arrêtés municipaux peuvent être pris en ce sens, je persiste à le demander.

Construire une école et des logements HLM

De même, il est temps de construire un nouveau groupe scolaire dans la ZAC des bords de Marne, pour faire face à l'accroissement de la population alfortvillaise et respecter la carte scolaire. Dans le même ordre d'idée, tout doit être fait pour empêcher les fermetures de classe, comme celle qui est prévue à Lacorre-Moreau. [...]

De même, il est nécessaire de construire davantage d'HLM, jusqu'à hauteur des besoins. En particulier, tous les logements insalubres et vétustes du privé qui constituent un " parc social de fait " doivent être éradiqués et remplacés par un nombre équivalent de HLM dans notre commune. [...]

Bloquer les charges

De même, il est urgent de bloquer les loyers et charges dans le parc OHSA et OPAC. Il paraît tout autant nécessaire de décider la gratuité des parkings souterrains des HLM. 61 € par mois pour une place de parking à Micolon, ce n'est pas à la portée de toutes les bourses! Résultat: le parking en surface est plus que saturé, ce qui pose de sérieux problèmes de sécurité.

De même, il est temps de porter un coup d'arrêt aux augmentations de la taxe d'habitation, des tarifs sociaux des centres de loisirs, colonies de vacances, et de la piscine dont nous demandons la remunicipalisation complète.

Pour finir, je demande une nouvelle fois, pour toutes les raisons que je viens d'évoquer :

-le retrait définitif du projet de démolition des Alouettes qui doit laisser place à une rénovation complète sans augmentation de loyers et charges ;

-le retrait du projet d'aménagement de la ZAC des bords de Marne qui doit laisser la place à la construction de logements sociaux, d'une nouvelle école, d'une crèche municipale et d'espaces verts publics.



Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Salariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION!

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE NOUS REPRESENTE, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contreles expulsions à
l'unité contre les expulsions
Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordred cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au >>
Pour sauver le droit au logement Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le
relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM